

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20250627-16355-DE-1-1
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 27 JUIN 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame DUHEN, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY,
Monsieur MELLICK qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Monsieur MALFAIT.

**LONGUENESSE - Quartier Léon Blum Participation financière pour l'étude
' Maillebois 2030 ' avec l'Agence d'urbanisme, de développement et du
patrimoine du Pays de Saint-Omer dans le cadre de la convention
d'utilisation de l'abattement TFPB**

Direction de la côte d'opale et de l'audomarois

Rapporteur : Mme [REDACTED]

CONTEXTE :

Suite à la signature de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2025-2030 avec la commune de Longuenesse le 27 décembre 2024, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2025 avec la ville que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à la réalisation de l'étude « Maillebois 2030 » visant à définir le devenir du quartier à l'horizon 2030, au titre de l'axe « Concertation / sensibilisation des locataires ».

Dans le cadre de la réflexion prospective engagée sur l'avenir du quartier Maillebois à

l'horizon 2030, une étude intitulée « Maillebois 2030 » est en cours d'élaboration. Cette démarche s'inscrit dans une volonté commune de repenser le devenir de ce quartier en tenant compte des enjeux urbains, sociaux, patrimoniaux et environnementaux, d'adaptation aux enjeux du changement climatique en faveur du développement durable.

Un des volets majeurs de cette étude concerne l'axe « Concertation / sensibilisation des locataires », qui vise à associer les habitants à la définition des orientations futures et à renforcer leur implication dans le projet de transformation du quartier. En effet, la mobilisation créée permettra d'offrir, en plus des travaux, une pertinence sur nos réalisations en adéquations avec les utilisateurs de nos logements, principaux acteurs du quartier.

Il est donc proposé que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à la réalisation de cette étude, à hauteur de 25 000,00 € TTC, en partenariat avec la commune de Longuenesse. Une convention régularisera nos accords et en précisera les modalités et les engagements des parties.

Elle constitue une étape préparatoire essentielle à un projet de réhabilitation des logements sociaux du quartier à l'horizon 2030. Elle intégrera notamment:

- les caractéristiques de peuplement de la résidence ;
- la qualité de la performance énergétique des bâtiments existants ;
- ainsi que les éléments significatifs de l'histoire et de l'identité du quartier, des modes de circulation, des usages, qui seront déterminants dans les choix pris.

De plus, la commune va engager des travaux pour l'installation d'une salle de sport en plein cœur du quartier, ce nouvel équipement offrira de nombreuses activités aux habitants mais verra son rayonnement amplifié par une fréquentation allant au-delà du périmètre de Fort Maillebois.

La validation de cette participation permettra d'engager une dynamique de co-construction avec les habitants, en amont des futures opérations de transformation urbaine, dans une logique de concertation, d'appropriation et de durabilité. La municipalité de Longuenesse est très attachée à ce type de partenariat, faisant ainsi bâtir les bases d'un quartier en mutation par les habitants eux-mêmes.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention de participation financière entre Pas-de-Calais habitat et la commune de Longuenesse, et à la signer ;
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, au versement d'une participation financière de 25 000 euros TTC à la commune de Longuenesse, après signature de la convention fixant les modalités de participation financière.

Décision adoptée à l'unanimité

**CONVENTION FIXANT LES MODALITÉS
DE PARTICIPATION FINANCIÈRE ENTRE PAS-DE-CALAIS HABITAT
ET LA COMMUNE DE LONGUENESSE DANS LE CADRE DE L'UTILISATION DE
L'ABATTEMENT TFPB 2025**

PARTICIPATION FINANCIERE A LA REALISATION DE L'ETUDE « MAILLEBOIS 2030 »

Entre les soussignés,

LA VILLE DE LONGUENESSE, sise 13 Rue Joliot Curie – C.S. 10069 – 62968 LONGUENESSE Cedex, représentée par Monsieur Christian COUPEZ, Maire, agissant en cette qualité et dûment autorisé en vertu d'une décision du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020,

Désignée ci-après par la « **Commune** »

D'une part,

Et,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, PAS-DE-CALAIS HABITAT, établissement industriel et commercial, dont le siège social est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au RCS d'ARRAS, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, agissant en cette qualité en vertu d'une décision du conseil d'administration en date du 20 décembre 2019,

Désignée ci-après par «**Pas-de-Calais habitat**»,

De seconde part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Dans le cadre de la concertation et la sensibilisation des locataires sur la commune de Longuenesse, Pas-de-Calais habitat a répondu favorablement à la demande de la commune de Longuenesse, à savoir le lancement d'une étude sur le devenir du quartier « Fort Maillebois » à l'horizon 2030. La participation financière a été incluse dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB sur la commune de Longuenesse pour l'année 2025 pour un montant de 25 000.00 € TTC.

Il est ici précisé par les parties que le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2025 a été établi dans le cadre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2025-2030 signé avec la commune de Longuenesse le 27 décembre 2024.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de la commune de Longuenesse.

Cette participation contribue au financement pour la réalisation d'une étude sur le devenir du quartier « Fort Maillebois » à l'horizon 2030.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET OBJECTIFS DU PROJET

1. Désignation du projet : Réalisation d'une étude sur le devenir du quartier « Fort Maillebois »
 2. Lieu de l'opération : Commune de Longuenesse
 3. Secteur : Quartier prioritaire Léon Blum
 4. Montant de la participation : 25 000.00 euros TTC (Vingt-cinq mille euros TTC)
 5. Porteur du projet : Commune de Longuenesse
 6. La réalisation sera sous la responsabilité exclusive de la commune de Longuenesse
- Il est ici précisé par les parties que la réalisation de l'étude est financée à hauteur de 25 000 euros TTC par Pas-de-Calais habitat.

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE PARTICIPATION

La participation financière de Pas-de-Calais habitat d'un montant de 25 000.00 euros TTC (Vingt-cinq mille euros TTC) sera versée à la commune de Longuenesse à hauteur de 50% à la commande et le solde de 50% à réception du rapport de l'étude avant le 31 décembre 2025.

Le montant de cette participation est ferme et définitif et ne sera pas modifié.

Les versements seront effectués sur le compte de la commune de Longuenesse, dont le compte est domicilié à la Trésorerie de Saint-Omer :

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature pour se terminer le 31 décembre 2025.

ARTICLE 5 – CLAUSE RESOLUTOIRE

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge aux termes de la présente convention entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit de ladite convention, 15 jours après mise en demeure d'exécution par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet ; dans ce cas, la commune de Longuenesse s'engage à rembourser à Pas-de-Calais habitat la part de la participation financière non utilisée au jour de la résiliation.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable du projet objet de cette convention, ni dans sa réalisation ni dans son usage.

ARTICLE 7 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

ARTICLE 8 – CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 9 – RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Arras,
En deux exemplaires, le

Pour PAS-DE-CALAIS HABITAT
Le Directeur général

Bruno FONTALIRAND

Pour LA VILLE DE LONGUENESSE
Le Maire

Christian COUPEZ